



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Lutte contre la faim

Question écrite n° 3300

Texte de la question

M Jean-Claude Boulard attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, sur la situation des stocks cerealiers mondiaux au regard de la sécurité alimentaire internationale. En effet, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) vient d'alerter l'opinion internationale sur les risques d'une possible crise alimentaire mondiale liée à la diminution des stocks cerealiers mondiaux au-dessous de ce qu'elle considère comme un niveau minimum. Depuis de nombreux mois la sécheresse en Amérique, les inondations en Asie et en Afrique, l'invasion de criquets pelerins, la encore en Afrique, constituent autant de perils pour la production. Les experts estiment qu'il faudrait, pour enrayer tout risque de crise alimentaire, augmenter la production cerealier mondiale de 220 millions de tonnes en 1989 ce qui revient à la faire croître de 13 p 100. Devant une situation aussi dramatique, il lui demande de bien vouloir lui faire part des initiatives que ne manquera pas de prendre le Gouvernement français au sein des organisations internationales pour assurer le redressement et le développement de nouvelles productions cerealieres sur les différents continents.

Texte de la réponse

Reponse. - La France prend une part active à la lutte contre la faim dans le monde, notamment dans les pays les plus démunis. Elle accorde chaque année une importante aide alimentaire qui est distribuée sur tous les continents sous forme de céréales (blé ou équivalent farine) et selon les besoins prioritaires tels qu'ils sont évalués par le comité interministeriel de l'aide alimentaire. La dotation annuelle d'aide alimentaire de la France s'est élevée ces dernières années à 200 000 tonnes (équivalent blé). Outre cette aide alimentaire bilatérale directe, la France accorde son concours au programme alimentaire mondial (PAM), agence spécialisée du système des Nations unies qui, en étroite liaison avec la FAO, mène la lutte contre la faim et soutient les opérations de développement agricole. Ce concours est, d'une part, apporté par le canal d'une contribution volontaire au budget général de fonctionnement du PAM (pour un montant de 22 millions de FF en 1988 et 23 millions en 1989) et, d'autre part, octroyé sous forme de produits pour servir dans le cadre d'opérations d'urgence. La contribution française à la réserve alimentaire internationale d'urgence du PAM (RAIU) aura été de 24 000 tonnes de blé ou farine en 1988 (prélevées sur le contingent global national). La France coopère aussi étroitement avec la FAO pour des programmes sur le terrain qu'elle finance avec des contributions volontaires. Ces programmes ont pour objectif principal d'assurer la sécurité alimentaire dans les pays du tiers monde en y encourageant notamment le développement de cultures vivrières locales destinées à se substituer, au moins partiellement, aux produits vivriers importés. La Communauté économique européenne quant à elle aura distribué d'ici à la fin 1988 à soixante-seize pays en développement des aides alimentaires en céréales (1 160 000 tonnes), lait en poudre, beurre liquide, huiles végétales, sucre, etc. Par ailleurs une réserve de 200 000 tonnes (équivalent céréales) a été prévue afin de faire face à des situations d'urgence engendrées par des pénuries alimentaires exceptionnelles (inondations, invasions de criquets, etc). Cette aide, qui fait de la CEE le deuxième donateur mondial d'aide alimentaire - après les États-Unis - représente un coût important pour elle : avec 511 millions d'ECU en 1987, elle représente 50 p 100 du budget global d'aide communautaire au

developpement. Enfin, il convient de noter que la documentation de la FAO a laquelle se refere l'honorable parlementaire tend a dramatiser quelque peu la situation et les perspectives des approvisionnements en cereales face aux imperatifs de la securite alimentaire mondiale. On peut a ce sujet se referer aux conclusions d'un groupe de travail de l'OCDE qui vient de se reunir a Paris et qui a mis notamment en evidence que la securite alimentaire mondiale n'avait pas ete menacee cette annee en depit du recul de la production en Amerique du Nord. Le groupe de travail de l'OCDE a egalement constate que les risques de retour a une situation globalement fortement excedentaire demeuraient importants, en raison notamment du relevement des cours mondiaux qui constituent un encouragement a la production. Aussi a-t-il ete reconnu necessaire de poursuivre les politiques d'ajustement mises en place tant aux Etats-Unis que dans la Communaute europeenne qui visent notamment a limiter les depenses de soutien des marches.

Données clés

Auteur : [M. Boulard Jean-Claude](#)

Circonscription : - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 3300

Rubrique : Politique exterieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 octobre 1988, page 2695